

ASSOCIATION DECINOISE DE PLANNING FAMILIAL

**SIEGE SOCIAL : 28, Rue de la république
69150 DECINES CHARPIEU**

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

DU

COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

ASSOCIATION DECINOISE DE PLANNING FAMILIAL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'Association décinoise de planning familial

1) Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association décinoise de planning familial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2) Fondement de l'opinion

2.1) Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

2.2) Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3) Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « faits significatifs » de l'annexe des comptes annuels.

4) Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons, outre le point décrit dans la partie « faits significatifs » de l'annexe des comptes annuels, que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5) Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

6) Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

7) Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon,
Le 16 juin 2025

SAS JEAN PAUL FAURE ET ASSOCIES
Jean-Luc AUCOURT-ZULLI
Commissaire aux comptes

Signé par JEAN-LUC ZULLI
Le 16/06/2025

ID: lx_AoV18rzoywKg

Signed with

Universign

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.	452	452		
	Autres immobilisations corporelles	19 286	19 286		
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (I)	19 738	19 738		
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	667		667	867
	Autres créances	20 167		20 167	17 941
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	66 358		66 358	91 131
	Charges constatées d'avance				241
	TOTAL (II)	87 192		87 192	110 180
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		106 930	19 738	87 192	110 180
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents - autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	43 942	43 942
	Report à nouveau	236	(4 048)
	Résultat de l'exercice	(18 095)	4 283
	Total des fonds propres	26 083	44 178
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs Droits des propriétaires Ecarts de réévaluation Subventions d'investissement sur biens non renouvelables Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	26 083	44 178
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		17 227
	Total des provisions		17 227
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 556	7 560
	Dettes fiscales et sociales	55 554	41 215
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	61 110	48 775
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		87 192	110 180
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(18 094,98)	4 283,43
(1) Dont à moins d'un an		61 110	48 775
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	27 055	23 988
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	184 827	183 921
	Dons	507	707
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	11	2
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	18 054	1 440
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	230 454	210 057
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	1 321	493
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	49 486	50 053
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 240	1 672
	Rémunération du personnel	141 439	112 302
	Charges sociales	54 010	40 983
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations		135
	Dotation aux provisions		1 393
	Autres charges	20	
	Total des charges d'exploitation	248 516	207 031
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(18 062)	3 026
Produits financiers	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 079	1 258
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
Charges financières	2 - RESULTAT FINANCIER	2 079	1 258
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(15 982)	4 283
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles	2 113	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(2 113)	
	Impôts sur les sociétés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	232 533	211 314
	TOTAL DES CHARGES	250 628	207 031
	EXCEDENT ou DEFICIT	(18 095)	4 283
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		

Compte de Résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués		
	Prestations de services	27 055	23 988
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	184 827	183 921
	Dons	507	707
	Cotisations		
	Legs et donations		
	Autres produits de gestion courante	11	2
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	18 054	1 440
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	230 454	210 057
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats	1 321	493
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	49 486	50 053
	Impôts, taxes et versements assimilés	2 240	1 672
	Rémunération du personnel	141 439	112 302
	Charges sociales	54 010	40 983
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations		135
	Dotation aux provisions		1 393
	Autres charges	20	
	Total des charges d'exploitation	248 516	207 031
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(18 062)	3 026
Produits financiers Charges financières	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 079	1 258
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations		
	Intérêts et charges financières		
	2 - RESULTAT FINANCIER	2 079	1 258
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(15 982)	4 283
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles	2 113	
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	(2 113)	
	Impôts sur les sociétés et Participation des salariés		
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	TOTAL DES PRODUITS	232 533	211 314
	TOTAL DES CHARGES	250 628	207 031
	EXCEDENT ou DEFICIT	(18 095)	4 283
	PRODUITS Bénévolat Prestations en nature Dons en nature CHARGES Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens et services Personnel bénévole		

Règles et méthodes comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

ACTIVITES/MOYENS

Le Centre de Planning Familial a pour objectif l'action pour le droit à l'information et l'éducation permanente afin que femmes et hommes vivent leur sexualité sans répression ni dépendance, et notamment la promotion de la contraception et l'aide aux femmes qui le désirent d'interrompre leur grossesse dans de bonnes conditions.

L'ADPF emploie une secrétaire médicale, une psychologue, une conseillère conjugale et un médecin.

IMMOBILISATIONS/AMORTISSEMENTS

Pour l'amortissement des biens non décomposables est appliquée la mesure de simplification relative au maintien de l'amortissement sur la durée d'usage.

PROVISION INDEMNITES RETRAITE

Chaque exercice, l'association comptabilise une évaluation des engagements retraite (convention collective hospitalisation privée à but non lucratif - FEHAP) pour le personnel ayant plus de 10 ans d'ancienneté.

Méthode retenue : droits accumulés sans progression salariale plus charges sociales

Dotation de l'exercice : 0 €

Montant cumulé au 31.12.2024 : 0 €

AUTRES INFORMATIONS

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une information individuelle.

Règles et méthodes comptables

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Mise à disposition par les mairies de Chassieu et de Saint Bonnet de Mure de locaux pour les permanences. L'association bénéficie de la gratuité des fonctions des membres du Conseil d'Administration.

Compléments d'informations relatif au compte de résultat

VENTILATION DES SUBVENTIONS

Répartition par secteur d'activité :

SUBVENTION COMMUNALE :	10.156€
SUBVENTION COLLECTIVE TERRITORIALE LA METROPOLE :	174.671€
Total :	184.824€

Faits significatifs

Les comptes annuels font apparaître une perte d'exploitation de 18 095 euros et le budget 2025 présente un déficit de 22 659 euros. Les informations prévisionnelles ne laissent pas entrevoir une amélioration de la situation financière de l'association dans un avenir prévisible. Cette situation entraîne une incertitude significative sur la capacité de l'association à poursuivre son activité. En conséquence, elle pourrait ne pas être en mesure d'acquitter ses dettes et de réaliser ses actifs dans le cadre normal de son activité. Les comptes annuels ont cependant été établis sur une base de continuité d'exploitation.

